



Salariés de l'Automobile, faisons entendre notre voix Pour nos emplois, nos salaires et nos conditions de travail RDV devant le Mondial de l'Automobile Porte de Versailles à Paris, Jeudi 17 octobre à 11h30

Le Mondial de l'Automobile a lieu du 14 au 20 octobre 2024 à Paris. Le patronat compte y présenter une image prestigieuse des produits que nous, salariés de l'Automobile, fabriquons. Mais l'envers du décor est tout autre. La course effrénée au profit et la guerre économique que se livrent les patrons de l'Automobile mènent à la dégradation de nos conditions de travail, aux attaques sur nos salaires et nos emplois.

SUD Industrie et les fédérations CGT de la Métallurgie et de la Chimie appellent à se saisir du Mondial de l'Automobile pour faire entendre une autre voix : celle des salariés de la filière automobile !

Stagnation des ventes électriques, concurrence des constructeurs chinois, normes CAFE 2025, baisse des subventions des États, résultats financiers des constructeurs et des équipementiers, menaces de fermetures d'usines ou de sites et/ou de suppressions d'emplois : il n'y a pas une journée sans informations préoccupantes sur l'avenir du secteur automobile portées par les dirigeants d'entreprises, analystes financiers et représentants de l'État ou de l'Union Européenne.

Il faut arrêter ce rouleau-compresseur médiatique et idéologique

Pour que cela commence à changer, il faut que nous nous mobilisions de façon visible. L'avenir à court terme de milliers de salariés est en jeu avec des dizaines et des dizaines d'usines ou de sites menacés (Valéo, Bosch, Dumarey-Powerglide, MA France, Walor, Novares, etc.).

Ce sont également des menaces sur les emplois des ingénieries et du tertiaire avec l'amplification des délocalisations des études vers les pays à bas coûts y compris la Chine.

« Soit nous laissons des directeurs généraux hors de contrôle et les milliardaires qui les soutiennent fermer usine après usine, soit nous résistons ». C'est ce que Shawn Fain, dirigeant de l'UAW (United Auto Workers), dit dans sa bataille contre Carlos Tavares qui envisage des fermetures de sites aux États-Unis.

La CGT-Technocentre et SUD Renault/Ampere IDF appellent les salariés du site à faire grève jeudi 17 octobre et à participer au rassemblement devant le Salon de l'Auto à partir de 11h30

Cet appel permet de faire grève tout ou partie de la journée. Il couvre les salariés du groupe Renault (Renault sas, Ampere sas et ses filiales, Alpine...) et les prestataires.

Contactez-nous si vous avez besoin d'être véhiculé pour un départ du TCR à 10h30 :

contact@infos-cgt-technocentre.com ou sud.tcr@orangre.fr

Ne soyons plus une variable d'ajustement

En 2023, des **milliards de bénéfices** ont été réalisés au grand profit des actionnaires de Stellantis (18,6 milliards d'euros de bénéfices), Renault (2,3 milliards), Toyota (16,5 milliards), Michelin (2 milliards), Volkswagen (17,9 milliards), ZF (2,4 milliards) ...

La crise du secteur automobile, ce sont les travailleurs qui la subissent :

- **MA France** (emboutissage, Aulnay 93) : en liquidation judiciaire, suppressions de 270 emplois en CDI et de 130 intérimaires
- **Valéo** : 4 sites mises en vente en Isère, Calvados, Essonne et Sarthe (1300 emplois menacés)
- **Novares** (injection plastique, près de Strasbourg) : usine menacée de fermeture (126 salariés)
- **Dumarey Powerglide** (boîtes de vitesse, Strasbourg) : PSE (248 salariés)
- **Walor** (fabricant de bielles, Meuse) : en redressement judiciaire (235 salariés)
- **Continental Automotive France** (Rambouillet et Toulouse) : 240 suppressions d'emplois
- **Forvia** (ex-Faurecia, Bains-sur-Oust en Ille-et-Vilaine) : 72 suppressions d'emplois
- **D'autres sites sont menacés** : Bosch Rodez, Michelin Cholet et Joué-les-Tours, Stellantis Poissy et Metz, Alpine Viry-Châtillon, la Fonderie de Bretagne (ancienne filiale de Renault) ...



Les chiffres sont clairs. En 11 ans, 70 000 emplois ont été détruits dans l'industrie automobile en France

Effectifs Groupe Renault France :
48 600 en 2018
38 100 en 2023
En 5 ans : -21,6 %
10 500 emplois supprimés

A Renault : Après avoir réalisé 1,4 milliard de bénéfice au 1er semestre 2024, la direction a engagé des réunions de négociation d'un nouvel accord de compétitivité qu'elle a intitulé « nouveau contrat social France ». Après la hausse des tarifs de la mutuelles règles de prise en charge du chômage partiel ou les évolutions de la mutuelle, les prochaines réunions porteront sur ses projets en termes d'emplois de télétravail et de temps de travail.

D'ores et déjà, les budgets de fin d'année sont rabaissés. Les prestataires sont touchés avec des budgets en baisse de 30%. Il s'agit d'atteindre les objectifs financiers fixés par Luca De Meo pour 2024 : une Marge Opérationnelle à 7,5 % et 2,5 milliards de Free Cash Flow. Ces objectifs visent à satisfaire les marchés financiers et les actionnaires. Mais pour les salariés, il s'agit de défendre nos intérêts :

Conditionnalité des aides publiques :

Arrêt des délocalisations, obligation pour les entreprises aidées de maintenir l'emploi en France.

Amélioration des conditions de travail :

Des environnements de travail respectueux et sûrs pour tous, une charge de travail équilibrée.

Augmentation des salaires :

Pour pouvoir vivre dignement de son travail.

Retraite à 60 ans :

En commençant par abroger la dernière réforme des retraites.